

Eau et agriculture en Auvergne.

En 2007 le Conseil Régional d'Auvergne a mis en place une Commission de travail pour examiner les relations entre eau et agriculture dans la région. A cette occasion beaucoup d'informations ont été données. Nous ne les reprendrons pas ici. Par contre notre objectif est de reprendre un document rédigé par 2 enseignants de l'ENITA, Noëlle Guix-Hébrard et Christian Perrier, ou plutôt d'en tirer quelques éléments et réflexions personnelles concernant l'environnement en Auvergne, en relation avec l'agriculture.

En 2000, 41000 ha étaient irrigables en Auvergne dont 30000 irrigués chaque année. La surface irrigable représente 2,8 % de la SAU et concerne 5,7 % des exploitations. Les productions concernées sont le maïs, la betterave, plus diverses plantes. La quantité d'eau consommée varie d'une année sur l'autre, mais elle est conséquente : 64 millions de m³ en 2003, 32 en 2004 et 47 en 2005.

Cette irrigation pose 2 problèmes importants :

- l'eau est prélevée dans l'Allier ou sa nappe alluviale, ce qui présente un gros risque pour les débits d'étiage et consomme une quantité élevée de la ressource en eau auvergnate.
- les eaux qui repartent vers les nappes phréatiques ou les rivières sont largement chargées en nitrates et en pesticides.

Ces problèmes concernent principalement les zones de plaine. Des zones vulnérables ont été définies, mais sans grand succès encore pour la qualité de l'eau.

En zone de montagne il peut y avoir aussi des problèmes, mais ils sont tout à fait différents. D'un point de vue quantitatif il peut y avoir concurrence entre les besoins de animaux, voire des prairies et le débit des rivières. D'un point de vue qualitatif il peut y avoir de sérieux problèmes liés à une mauvaise maîtrise du stockage des effluents, à de mauvaises pratiques d'épandage de ces effluents, liés aussi à l'accès de certains troupeaux aux rivières, liés enfin à des rejets intempestifs de lactosérum dans le milieu naturel.

Le document revient ensuite aux besoins des plantes, besoins en eau et en éléments minéraux. Par ailleurs ces plantes subissent des agressions par des champignons, des insectes et peuvent être concurrencées par les mauvaises herbes. Les agriculteurs biologiques ont mis au point des techniques pour aider les plantes cultivées. Ce n'est pas vraiment le cas des agriculteurs conventionnels qui utilisent forces pesticides, très utiles à court terme pour leurs productions, mais très dommageables pour l'environnement et la santé humaine. Pour l'instant les effets des pesticides sont minimisés par le monde agricole.

Le processus de lixiviation des nitrates est bien connu, mais il existe tellement de facteurs qui l'influencent que la prévision de la pollution des eaux par les nitrates est difficile. C'est la même chose pour les pesticides. Une seule chose est sûre, moins on utilise de nitrates et de pesticides, moins on a de chance de polluer l'eau et d'intoxiquer la faune, la flore et les hommes! Cependant le développement de pratiques culturales adéquates peut limiter les problèmes. A l'extrême le recours à l'Agriculture Biologique permet de limiter réellement les problèmes.

Les agronomes estiment qu'il existe de nombreuses possibilités pour économiser l'eau en agriculture (voir expertise ESCO faite INRA et consultable sur son site web). Nous ne les développerons pas ici, mais nous incitons quiconque à consulter les résultats de l'expertise INRA. Cependant depuis que cette réflexion a été lancée, on ne peut pas dire que le monde agricole se soit emparé du problème, réclamant toujours plus de réserves d'eau pour irriguer !

D'un point de vue qualitatif il y a aussi de nombreuses possibilités pour limiter les risques de pollution des eaux : meilleur raisonnement des apports azotés, meilleure gestion des épandages agricoles, développement de rotations adaptées, avec des plantes pièges à nitrates, avec l'introduction de légumineuses, avec le maintien de plantes en hiver sur les sols. Les objectifs sont de limiter les fuites de N et de P vers les nappes et les rivières. A noter que le recours aux herbicides en fin d'hiver pour tuer la végétation avant de semer est une hérésie ! Il existe maintenant des outils pour le pilotage optimal de la fertilisation azotée, mais comment sont-ils utilisés par les agriculteurs, quand on voit les tonnes d'ammonitrate transportées sur les prairies d'altitude ! Un problème complètement récurrent est donc celui de la diffusion des connaissances agronomiques vers les milieux agricoles. Cette diffusion existe, certes, mais elle est vraiment trop lente !

Pour ce qui concerne la lutte contre les agresseurs des cultures il existe aussi de nombreuses solutions agronomiques : ces solutions sont largement évoquées dans le document cité en référence. Là aussi on peut se poser la question de la diffusion des connaissances. Quels sont les freins à cette diffusion, quels sont les lobbys qui la contrecarrent ? Là encore il existe des outils pour un pilotage optimal de la lutte contre les bio- agresseurs. On peut ajouter que la remise en cause globale de certains systèmes de production actuels serait des plus bénéfiques. Par ailleurs l'aménagement des paysages agricoles fait partie intégrante de ces concepts. Quand on voit comment les agriculteurs traitent le bord de leurs champs, quand on voit que certains sèment au ras du goudron on ne peut que s'interroger sur le recul que prennent les agriculteurs vis-à-vis de ces questions !

Ceci dit il existe des exemples très intéressants de gestion concertée pour économiser l'eau et limiter la pollution des nappes et rivières : ville de Munich, bassin de Vittel. Ces exemples démontrent que ce qu'on observe dans nos campagnes n'est pas inéluctable. Il nécessite cependant la mise en œuvre de moyens d'encadrement très importants du monde agricole. Ce travail devrait être fait par les Chambres d'agriculture. Il est vrai que leurs moyens sont faibles, mais il faut souligner que l'enjeu est important et que la législation se durcit peu à peu, démontrant que les relations entre l'eau et l'agriculture doivent être traitées avec la plus grande attention.

Suite à toutes ces discussions au sein de la Commission, et avec assez peu de lien avec elles, le Conseil régional va financer des retenues collinaires et, éventuellement, des retenues de substitution. Pourquoi pas ? Mais une grande prudence s'impose et une étude environnementale globale est nécessaire avant de se lancer dans un tel programme. Par ailleurs un appel d'offres va être lancé pour un appel à projets dans le cadre d'une agriculture durable. Ce projet sera très intéressant à suivre. La FRANE s'y emploiera.

Le 18 mai 2008 par J P Dulphy